

# La lettre eau

## Actualité

- 04. La Grande Mulette :  
un géant en eaux troubles
- 06. Le Lamentin : animal mythique du plateau  
des Guyanes

## Dossier

La révision des nitrates : entre pression  
communautaire et pression agricole...

- 08. Dans le cochon tout est bon, même les nitrates !
- 09. Le bassin Seine-Normandie
- 10. Le bassin Loire-Bretagne
- 11. L'élaboration du programme d'actions en  
Région Centre
- 12. Le bassin Adour-Garonne
- 13. Le bassin Artois-Picardie
- 14. Le bassin Rhin-Meuse
- 15. Le bassin Rhône-Méditerranée

## Point de vue

- 16. Le site internet Gest'eau



Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :

<http://www.fne.asso.fr>

### Pôle ressources en eau et milieux naturels aquatiques de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans

☎ 02 38 62 55 90

e.mail : [poleeau@fne.asso.fr](mailto:poleeau@fne.asso.fr)

site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Bruno Genty

Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Hélène Udo, Anaïs Giraud et Brigitte Ruaux

Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement

Impression : Imprimerie Nouvelle

Route : ESAT SERVI PEP

Photo de couverture : Baignade dans un étang de Sologne - Sologne Nature Environnement

ISSN : 2116-360X

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

# Edito

**Bernard ROUSSEAU**

*Ancien Président de France Nature Environnement,  
Responsable des politiques Eau*



## Pour une eau vivante : évaluons, dévaluons... la politique de l'eau !

Le 13 juin dernier la CJUE **(1)** a condamné la France pour manquement aux dispositions de la directive nitrates de 1991, qui prévoit la désignation des « zones vulnérables » à la pollution par les nitrates d'origine agricole. La commission a considéré que la désignation de ces zones par la France était insuffisante dans les bassins Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée, Rhin-Meuse et Loire-Bretagne. Cette condamnation était attendue car depuis 1991, après quatre programmes d'action, la pollution nitratée conquiert de nouveaux territoires.

Les promesses d'amélioration n'ont jamais été tenues par l'agriculture industrielle qui ne s'est guère mobilisée et dans les faits c'est la promotion des nitrates, décrétés bons pour la santé, qui a été servie par quelques puissantes officines du lobby des fertilisants. Par contre les arrêtés de classement en zone vulnérable de 2012 pris par les préfets coordonnateurs sont contestés devant le tribunal administratif par le syndicalisme agricole : toujours la même posture, cacher le problème sous le tapis !

Mais la commission européenne, excédée par l'inefficacité d'une France incapable de tenir les promesses d'une profession qui n'en fait plus, fixe notre condamnation à une colossale amende pour fin 2013. Qui va payer ? Tous les contribuables, ce qui ne semble pas gêner les « surfertilisateurs » !

Dans cette affaire le grand responsable c'est l'Etat qui, en principe, ne devrait pas capituler devant les revendications les plus extrêmes, même si elles sont alimentées par de puissants lobbies. Pour sortir de ce dilemme qui empoisonne la politique de l'eau au sens propre comme au figuré, le gouvernement a lancé une démarche d'évaluation de cette politique **(2)**, confiant cette tâche à la haute administration et à plusieurs parlementaires.

Les ingénieurs généraux des Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture ont exploré l'abondante documentation et auditionné les acteurs de l'eau. Ils ont pu se faire une idée précise sur le bien-fondé de certaines revendications et sur la cohérence et la complémentarité des structures de gestion de l'eau. A la publication de ces rapports on verra bien jusqu'où va le diagnostic et quelle sera la consistance des solutions proposées.

Le Comité National de l'eau (CNE) présidé par Jean Launay, député PS du Lot, évalue aussi. Un groupe restreint présidé par le Sénateur centriste du Lot et Garonne Henri Tandonnet a tenu 3 réunions. Les désaccords entre acteurs de l'eau sont profonds. Ils portent sur : les pollutions diffuses agricoles, la gestion quantitative, la continuité des cours d'eau, l'application partielle du principe pollueur-payeur...etc. Ces problématiques ont été rapportées par le sénateur au CNE en présence de la Ministre de l'environnement qui a retenu le principe de la création d'un quatrième collège dans les Comités de bassin.

L'évaluation, ce sont aussi des missions confiées à des parlementaires par le Premier Ministre. Celle confiée au député PS des Côtes d'Armor Michel Lesage revient à « ...proposer de nouveaux modes d'intervention dans les territoires et définir les priorités d'action pour le prochain cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau qui couvrira la période 2016-2021 ». Donc un rapport à examiner à la loupe car il va impacter les orientations du futur SDAGE.

L'évaluation confiée au député PS du Gers Philippe Martin portait sur la gestion quantitative de l'eau en agriculture. Le rapport est sorti le 5 juin, bien accueilli par les organisations agricoles et la FNSEA. Un handicap pour ce rapport, surtout quand on le compare à celui réalisé par le CESE **(3)** et qui traite de « La gestion et l'usage de l'eau en agriculture » : un avis prospectif rapporté par Florence Denier-Pasquier et adopté par le CESE le 23 avril avec 104 votes pour, 45 abstentions et 21 contre... de l'agro-industrie.

Reste à signaler une démarche portée par le Comité de Fiscalité Ecologique, qui concerne les redevances sur l'eau. L'avis présenté par l'économiste de l'INRA Michel Trommetter concernait les redevances nitrates, phytosanitaires et prélèvements et a recueilli : 14 votes pour, 3 abstentions et 6 contre, là aussi portés par l'agro-industrie.

Et maintenant : rassembler ces évaluations et ces avis, bien secouer le tout, sortir des scénarios de réforme de la politique de l'eau, faire valider par la conférence environnementale de septembre. Et pour finir 2013, porter le fruit du compromis à la commission européenne, tout en redoutant les décisions de la CJUE.

(1) CJUE : Cour de justice de l'Union européenne. (2) CIMAP : Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique. (3) CESE : Conseil Economique Social et Environnemental.



# Brèves - Brèves - Brèves

## PROGRAMMES D'ACTION SUR NITRATES : DERNIERS REBONDISSEMENTS !

Comme indiqué dans les décrets du 10 octobre 2011 et du 7 mai 2012, le programme d'action national devait être arrêté au 1er juillet 2013, remplaçant ainsi les programmes départementaux. Le gouvernement a préparé un décret, soumis à consultation en avril dernier, qui vise à prolonger les programmes départementaux jusqu'en 2014. Concrètement, la publication du programme national est finalement retardée au mois de septembre, tandis que les programmes régionaux seront eux-mêmes soumis à consultation, des instances à partir de novembre 2014, et du public en février 2014. Ils seront donc applicables au plus tôt en ... mars 2014, voire août 2014 pour la mise en place de CIPAN ! Ce tour de passe-passe conduit donc à reculer d'un an la mise en œuvre d'actions dans les communes nouvellement classées. La France vient d'être condamnée, le 13 juin dernier, pour non-respect de la Directive Nitrates : un pied de nez à la Cour de Justice de l'Union Européenne !

## UNE CONSULTATION SUR LA STRATÉGIE NATIONALE DE GESTION DES RISQUES INONDATION

Le gouvernement, via la Commission Mixte Inondation (CMI), élabore une stratégie nationale de gestion des risques d'inondation, ceci dans le but d'assurer la cohérence des actions menées en la matière et de respecter les orientations communautaires reprises dans les textes de transposition. France Nature Environnement participe aux travaux au sein de la CMI depuis la création de celle-ci (juillet 2008). Le document va être soumis à consultation durant l'été, et sera approuvé à l'automne 2013. La stratégie se déclinera sur les 122 territoires à risques prioritaires (TRI) identifiés fin 2012, pour lesquels l'État et les parties prenantes élaboreront conjointement des stratégies locales de gestion. Pour accompagner la mise en œuvre de ces stratégies locales, deux volets sont prioritaires : le renforcement de prévention des crues ainsi que la gestion des ouvrages hydrauliques. La ministre de l'Ecologie a annoncé la tenue d'assises nationales des risques naturels les 2 et 3 décembre 2013.

## LE PREJUDICE ECOLOGIQUE EN VOIE D'INSCRIPTION DANS LE CODE CIVIL

Lors du procès de l'Erika, le caractère de préjudice écologique a été retenu par le Tribunal correctionnel, puis consacré par la cour d'appel de Paris. Bruno Retailleau (député de la Vendée) a, le 16 mai 2013, présenté au Sénat une proposition de loi visant à inscrire la notion de dommage causé à l'environnement dans le Code civil. Ce texte a été adopté à l'unanimité en séance publique et prévoit que « Toute personne qui cause un dommage à l'environnement est tenue de le réparer » et que « la réparation du dommage à l'environnement s'effectue prioritairement en nature ». Cette proposition de loi n'est pas la seule initiative puisque la ministre de la justice, Christiane Taubira, a demandé à un groupe de travail, présidé par Jean-Yves Jégouzo, d'établir pour mi-septembre un rapport sur l'insertion du préjudice écologique dans le Code civil.

## UNE MÉTHODE BIEN CAVALIÈRE DE TRAITER LA POLICE DE L'ONEMA

Les agents de l'ONEMA, répartis dans les services départementaux, veillent sur le terrain au respect de la réglementation des milieux aquatiques et participent au contrôle des usages de la ressource. Ils jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les pollueurs-préleveurs. Ils sont assermentés et peuvent de ce fait verbaliser des contrevenants en constatant les infractions. Les quelques 600 agents sillonnent chaque jour le terrain, à raison d'une centaine de kilomètres par jour chacun. La charge de travail est considérable, et les manques de moyens flagrants. Les contrôles sont effectués dans le cadre d'un plan de contrôle élaboré dans chaque département sous l'autorité du préfet. Les infractions constatées se traduisent par des sanctions administratives (suspension de l'activité d'un ouvrage, exécution d'office des mesures décidées ...) ou pénales (amendes, peine d'emprisonnement). Mais les constats d'infraction de l'ONEMA ne sont pas suffisamment suivis de faits par la justice, comme c'est le cas en Isère où cinq dossiers, concernant le non-respect de débits réservés par des exploitants de micro-centrales, n'ont toujours pas abouti depuis 2 à 3 ans !

France Nature Environnement demande un renforcement des services de polices de l'eau : aucune politique publique ne sera efficace sans contrôle ni sanction.

## DEVENEZ UN "DON'ACTEUR" FAITES UN DON POUR QUE L'EAU RESTE VIVE !

☐ **Oui**, je me sens concerné-e par la protection de la nature et de l'environnement et désire continuer à soutenir les actions de France Nature Environnement.

Je fais un don : ☐ 15 € ☐ 20 € ☐ 30 € ☐ 50 € ou ..... €

A renvoyer sous enveloppe affranchie à FNE - Réseau Eau - 3 rue de la Lionne - 45 000 Orléans



### JE RÈGLE PAR :

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre de FNE.

Pour vous remercier de votre don la Lettre Eau vous sera envoyée gratuitement

Déduction fiscale : 66% de votre don est déductible de vos impôts, dans la limite de 20% de votre revenu imposable. Dès réception de votre don, nous vous enverrons un reçu justificatif.

Ainsi, par exemple, un don de 30 € ne vous revient qu'à 10,20 €

Confidentialité : vos coordonnées sont indispensables pour vous envoyer votre reçu fiscal et bénéficier de la réduction d'impôts. Nous les utilisons uniquement à des fins de gestion et d'information. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression des données qui vous concernent.

AGRÉÉE PAR



DATE ET SIGNATURE  
OBLIGATOIRES

### MES COORDONNÉES :

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

CP : [ ][ ][ ][ ][ ]

Ville : .....

.....

Email : .....

# La Grande Mulette :

## un géant en eaux troubles

Par Vincent Prié

Ingénieur de recherche à Biotopie

La Grande Mulette est l'un des plus gros invertébrés continentaux d'Europe. Elle vit à l'aval des cours d'eau où elle passe souvent inaperçue, au contraire de la Mulette perlière, beaucoup plus charismatique, qui affectionne l'amont cristallin des rivières. Elle a été considérée comme disparue au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, avant sa redécouverte en Espagne puis en France dans les années 1980-2000. Depuis, une dizaine de stations ont été redécouvertes, mais la plupart sont sénescents et l'on n'observe plus de recrutement de juvéniles depuis bien longtemps. Cette espèce était pourtant commune au XIX<sup>ème</sup> siècle dans toute l'Europe de l'Ouest...

### NAÏADES ET POISSONS-HÔTE : UNE SYMBIOSE À RISQUES

Les Naïades (1) sont ces bivalves de grande taille que l'on croise occasionnellement, généralement sous forme de coquilles, en se promenant le long des berges. Ce sont des organismes filtreurs, essentiellement sédentaires, qui vivent fichés dans le lit de la rivière, ne laissant apparaître que leurs siphons. Les Naïades comptent en France une dizaine d'espèces, qui présentent toutes la particularité d'utiliser les services de poissons-hôtes pendant leur stade larvaire, qui est parasite : les larves sont rejetées dans la colonne d'eau par les femelles et ne disposent que de quelques heures pour s'accrocher sur les branchies ou tout autre partie d'un poisson-hôte, où elles se maintiendront plusieurs semaines avant de se transformer en jeune moule et de se laisser chuter au fond de la rivière. Cette stratégie permet à ces organismes, globalement sédentaires durant le reste de leur vie, d'être très mobiles durant

“ La faute principalement aux obstacles à l'écoulement et aux prélèvements d'eau. ”

cette phase, et ainsi d'assurer dispersion, colonisation et brassage génétique. Certaines naïades ubiquistes (2) utilisent comme hôte la plupart des espèces présentes dans leur environnement. D'autres sont

plus spécifiques : la Mulette perlière (*Margaritifera margaritifera*) n'utilise que les salmonidés, tandis que le seul hôte naturel connu de la Grande Mulette est l'Esturgeon européen (*Acipenser sturio*). La Blennie fluviatile (*Salaria fluviatilis*) peut également héberger des larves, mais son aire de répartition en France ne coïncide pas avec celle de la Grande Mulette. Et effectivement, force est de constater que la disparition de la Grande Mulette semble suivre d'une centaine

d'années celle de l'Esturgeon européen. La raréfaction spectaculaire de la Grande Mulette au cours du siècle dernier serait donc due à un dégât collatéral de la disparition de l'Esturgeon européen.

Et pourtant, il est possible qu'il existe d'autres poissons-hôtes pour la Grande Mulette, tel que l'Alose par exemple, pour laquelle aucun test en laboratoire n'a encore été réalisé. En effet, certaines populations de Grande Mulette sont historiquement connues nettement à l'amont des grands fleuves (ex. Saône), et pour certaines à l'amont d'obstacles infranchissables par l'Esturgeon (ex. amont de l'Asine). De plus, quelques juvéniles ou sub-adultes ont été observés en France dans des rivières où l'Esturgeon a disparu depuis très longtemps.

### COMMENT EXPLIQUER ALORS L'ABSENCE DE RECRUTEMENT ?

La disparition progressive de l'espèce pourrait s'expliquer par la raréfaction du poisson-hôte, même si celui-ci est encore présent, ses densités pourraient avoir atteint un seuil critique pour le cycle naturel de la Grande Mulette. La modification de la qualité des eaux (rien n'est connu en particulier sur l'impact des produits issus de l'industrie pharmaceutique), ainsi qu'une sensibilité des stades jeunes à l'un des polluants présents à l'aval des grands fleuves pourraient aussi expliquer le phénomène...

Mais il est d'ores et déjà certain que certaines populations sénescents souffrent directement de l'envasement, du colmatage du sous-écoulement et de l'eutrophisation, la faute principalement aux obstacles à l'écoulement et aux prélèvements d'eau qui réduisent drastiquement les débits à l'étiage. Outre leur impact sur la transparence migratoire -impact crucial si tant est que le poisson-hôte de la Grande Mulette soit effectivement un poisson migrateur- les obstacles à l'écoulement affectent à grande échelle la qualité du sédiment. Dans la Charente, les individus situés le plus à l'aval dans le secteur de Port-d'Envaux sont menacés d'être ensevelis sous la langue de vase produite par le barrage de Saint-Savinien, qui progresse inexorablement vers l'amont. L'Isère et la Dronne sont tellement segmentées que les populations restantes sont confinées aux quelques tronçons encore épargnés par l'envasement. Dans le Sud-Ouest de la France, les obstacles à l'écoulement sont multipliés par les petits seuils destinés à l'irrigation. La Save par exemple est



Une Grande Mulette dans la Vienne. Les petits barbillons visibles dans l'ouverture lui servent à éviter l'entrée de grosses particules par siphon inhalant. © Vincent Prié

(1) Terme générique regroupant en France les Anodontes (quatre espèces dont une introduite, genres *Anodonta*, *Pseudanodonta* et *Sinanodonta*) et les mulettes (genres *Unio*, quatre espèces, *Potomida*, une seule espèce et *Margaritifera*, deux espèces). (2) C'est-à-dire qui s'adapte à la plupart des conditions.



Comme la Grande Mulette, l'Esturgeon d'Europe est en danger critique d'extinction. © Vincent Prié

aujourd'hui une succession de secteurs à écoulement rapide, proche de l'assèchement à l'étiage, et de zones lenticules et envasées entretenues par des seuils destinés à l'irrigation. Deux individus vivants seulement ont été retrouvés à l'aval. Sur l'Adour, les niveaux d'étiage sont aujourd'hui tellement bas que les quelques individus qui subsistent sur les bords plus stables du lit se trouvent en été à quelques centimètres ou dizaines de centimètres seulement sous la surface.

Enfin, l'absence de ripisylve sur une partie des stations à Grande Mulette (la Charente notamment) participe à l'érosion des berges et à l'apport de particules fines dans le cours d'eau, qui s'accumule aux effets néfastes précités. Cet aspect, originel, est aujourd'hui négligé tant les cours d'eau ont souffert de l'aménagement, mais pourrait constituer un maillon essentiel de la qualité des cours d'eau.

## QUELLES PERSPECTIVES ? LES OBJECTIFS DU PLAN NATIONAL D'ACTIONS

Face à l'érosion des populations, le Plan National d'Action en faveur de la Grande Mulette prévoit en premier lieu la mise en place d'une ferme d'élevage pour pallier à la disparition programmée de la plupart des populations sauvages.

La biodiversité ne se limitant pas au niveau de l'espèce, et en particulier dans le cas de la sauvegarde d'une espèce au bord de l'extinction, chaque pool génétique mérite toute notre attention. Préalablement au calibrage d'une station d'élevage, une étude de génétique des populations doit être mise en œuvre pour déterminer les particularités génétiques, potentiellement adaptatives, des populations sur les différents bassins versants. De là, les noyaux de population considérés pragmatiquement comme fonctionnels et prioritaires pour la sauvegarde de l'espèce devront être identifiés, et bénéficier de mesures de protection adaptées, en attendant leur renforcement par des juvéniles issus des fermes d'élevage.

Mais toutes ces actions seraient vaines sans l'espoir de restaurer des milieux favorables à une reproduction naturelle. Bien que la connaissance des exigences de l'espèce pour la croissance des juvéniles soit encore balbutiante, il est possible d'ores et déjà de plaider pour une plus grande naturalité des rivières, alliant qualité de l'eau, libre transit sédimentaire et libre transit migratoire. Pour des cours d'eau comme la Dronne, le défi à relever est considérable.

Les actions engagées permettront, si ce n'est de garantir la pérennité des quelques populations restantes pour les générations futures, au moins de favoriser le retour à la naturalité des rivières, et de préserver le cortège d'espèces associées à la Grande Mulette.

## RÉFÉRENCES :

- Araujo, R. & M.A. Ramos, 2001. Action plans for *Margaritifera auricularia* and *Margaritifera margaritifera* in Europe. Council of Europe Publishing, Strasbourg.
- Cochet, G., 2001. Redécouverte d'une population vivante de la Grande Mulette, *Margaritifera auricularia*, sur la Vienne et la Creuse. Recherches Naturalistes en Région Centre 10, 3-16.
- Lopéz, M.A., Altaba, C.R., Rouault, T., Gisbert, E., 2007. The European sturgeon *Acipenser sturio* is a suitable host for the glochidia of the freshwater pearl mussel *Margaritifera auricularia*. Journal of Molluscan Studies 73, 207-209.
- Prié, V., Philippe, L., Cochet, G., 2011. Plan National d'Actions en faveur de la Grande Mulette *Margaritifera auricularia* - 2012-2017. Ministère de l'écologie, des transports et du logement, p. 89 Biotopie, Mèze.
- Prié, V., 2013. Flagships and Umbrellas: unbalanced conservation effort towards charismatic species as potential threat to the unknown. Tentacle 21.



La Grande Mulette est l'un des plus gros invertébrés continentaux d'Europe. © Vincent Prié



# Le Lamantin :

## animal mythique du plateau des guyanes

Par Virginie Dos Reis,  
Conservatrice des Salines de Montjoly

Depuis 2010 l'association Kwata (1) a repris, après dix ans d'arrêt, ses travaux sur le lamantin en Guyane, afin d'en connaître plus sur l'écologie de ce paisible et mythique herbivore aquatique.

Les eaux turbides de Guyane, qu'elles soient boueuses sur le littoral, ou riches en tanins sur certains cours d'eau amazoniens, constituent des habitats particulièrement difficiles à étudier. En particulier les lamantins qui ne daignent dévoiler, même aux observateurs les plus attentifs du littoral, qu'un dos, un museau ou au mieux sa nageoire caudale.



Un dos, un museau ou une nageoire voilà à quoi se résument les rares observations que l'on peut faire du lamantin en Guyane. © Mathilde Séger, garde à la réserve naturelle de Kaw-Roura/Guillaume Feuillet.

Avec une taille et un poids pouvant atteindre 4m et 800 kg, le lamantin est le plus gros mammifère d'Amérique du Sud. Appartenant à l'ordre des Siréniens, le lamantin de Guyane *Trichechus manatus* est l'une des trois espèces de lamantins qui évoluent entre la côte ouest-africaine, l'Amazone, les Caraïbes et la côte est des Amériques.

### HISTOIRE ET LÉGENDES AUTOUR D'UN ANIMAL MYSTÉRIeux.

Paisible avec son allure de «vache de mer», les marins du 15<sup>ème</sup> siècle, avec quelques verres de rhums, de la fatigue et pas mal d'abstinence, y ont vus des sirènes, créatures mythiques et envoutantes.

Plus localement, en Guyane, le lamantin est à l'origine de plusieurs mythes amérindiens pour qui il représente l'esprit de l'eau *Moloko* : une jeune femme qui par chagrin et désespoir se serait jetée dans le fleuve et transformée en lamantin. Depuis, on lui attribue enlèvements, noyades et accidents de pirogues comme vengeances du passé.

### QUELLES MENACES POUR L'ESPÈCE ?

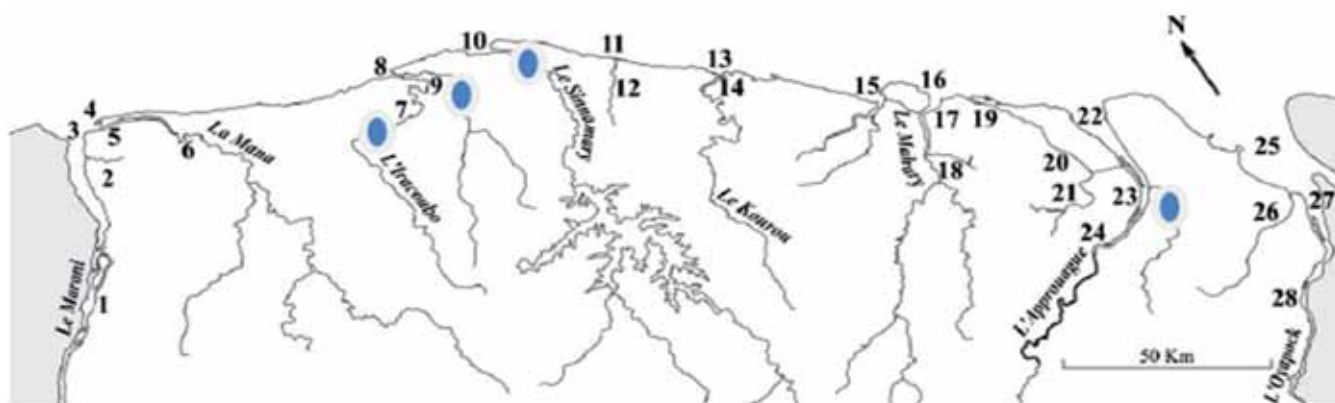
Historiquement les lamantins ont été fortement chassés pour leur chair qui, selon les dires, ressemblait à du veau, ou encore pour leur graisse qui servait de combustible.

A l'heure actuelle les populations de lamantins sont toujours victimes des activités humaines à cause notamment des collisions avec les bateaux et jet-skis, en particulier en Floride et dans les Caraïbes. Les autres menaces sont les captures accidentelles par la pêche, le braconnage pour la consommation de sa viande ou encore la destruction de ses habitats par les projets d'urbanisation ou la pollution. L'impact de ces menaces sur l'espèce est d'autant plus grand que le taux de reproduction chez le lamantin est faible. En effet, le temps de gestation dépasse les douze mois avec un petit tous les 2 à 4 ans et un élevage du jeune de près de 2 ans.

Depuis 1986, le lamantin est intégralement protégé (2) sur le territoire français, et il est considéré comme «vulnérable» par l'Union mondiale pour la nature (UICN).

### VERS UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE L'ESPÈCE

Comme la plupart des espèces fréquentant le milieu marin de Guyane, très peu d'informations sont disponibles sur le lamantin. Au début des années 2000, l'association avait mené un travail d'enquête sur le littoral afin de récolter auprès des usagers de la mer (pêcheurs, naturalistes, promeneurs,...) des indications d'observations (localisation, horaires, marées, nombres,...) afin d'avoir plus d'informations sur la distribution géographique de l'espèce. Cette campagne avait montré une distribution large du lamantin sur la quasi-totalité de la bande côtière de la Guyane.



Principaux points d'observation des lamantins, relevés lors des enquêtes en 2000 et 2001 (chiffres), et nouveaux points d'observation (enquêtes de 2010, points bleus). © Association Kwata.

(1) <http://www.kwata.net/>. (2) Arrêté ministériel du 15 mai 1986 fixant sur tout ou partie du territoire national des mesures de protection des mammifères représentés dans le département de la Guyane.



L'utilisation de sonars est l'une technique utilisée par l'association Kwata pour inventorier les lamantins. © Association Kwata

Plusieurs méthodes sont ainsi mises en place en parallèle. L'une des méthodes développée s'est faite par sonar. Ce type de matériel, déjà utilisé dans plusieurs pays (Mexique, Colombie, Brésil) doit permettre de détecter dans l'eau, en absence de visibilité directe, des masses assimilables à des lamantins. De nombreuses formes de troncs morts, de rochers, peuvent cependant évoquer un profil de lamantin, et il est nécessaire idéalement d'avoir une confirmation visuelle, à défaut de vérifier sous plusieurs angles, et/ou de voir la forme bouger.

A ce jour, 244 km de rivières (crique Macouria, rivière de Kaw, rivière Kourouai, rivière Counamama, rivière Iracoubo, crique Coswine) ont été parcourus, à une vitesse lente et régulière, correspondant à environ 55 heures de prospection. Deux observations fiables ont pu être faites sur la Kourouai.

En complément, ces relevés sonar s'accompagnent de points d'observation sur les zones les plus favorables (présence de végétation propice par exemple), durant lesquels le bateau est arrêté, pendant un temps prédéterminé. Les points d'observation ont également été mis en place à partir du rivage, notamment sur les avancées rocheuses à Kourou et Cayenne. Ils ont permis, pour un total d'environ 12 heures d'observation, d'observer une dizaine d'individus.

Enfin, les signes de présence sont également recherchés lors des prospections par bateau : les traces de broutage, par exemple sur *Echinochloa polystachia*, *Crinum erubescens* (photos herbier) ou encore les «moucou-moucous», constituent de bons indicateurs de la présence récente du lamantin.

Chacune de ces méthodes s'est montrée intéressante, mais chacune dans un environnement particulier. Les points d'observation ont été particulièrement efficaces sur les zones les plus fréquentées, comme les estrans rocheux : ils permettent alors d'estimer le nombre d'animaux présents de manière assez fiable. La recherche d'indices de présence est efficace dans les zones présentant certains types de végétation : il est facile de trouver des traces dans les herbiers que les lamantins arrachent en broutant. En revanche ils se nourrissent aussi de palétuviers, il est là quasiment impossible de distinguer les feuilles arrachées par le broutage de celles naturellement tombées de la branche.

Il apparaît donc qu'aucune méthode ne permettra d'avoir une vision générale à l'échelle de la Guyane, mais que de bons outils sont disponibles, et devront être adaptés, selon chaque type d'habitat.

Depuis le Grenelle de la mer, une récente politique de conservation du milieu marin s'est développée en Guyane. C'est dans ce contexte que l'association Kwata a pu relancer son programme d'étude du lamantin en bénéficiant du soutien financier de la DEAL (3) Guyane.

Dans le cadre ce programme, l'association Kwata s'est fixé depuis maintenant trois ans plusieurs objectifs en parallèle avec un travail de communication. Le travail d'enquête, initié en 2000 et 2001, a également été relancé en 2010. Il a permis notamment de confirmer les distributions et de compléter avec des observations faites sur des sites non encore connus, en particulier à plusieurs dizaines de kilomètres de la mer, sur des petits fleuves. Et enfin un travail d'évaluation quantitative de la population a été réalisé.

Dans le contexte guyanais, les comptages aériens habituellement utilisés chez la plupart des mammifères marins...et dans les eaux limpides, sont bien entendu impossibles à mettre en œuvre. Il était donc indispensable de trouver d'autres techniques permettant un recensement quantitatif de l'espèce. Il s'agit, sur certaines zones, d'essayer d'estimer la taille des populations, ou tout au moins le nombre d'animaux présents à un instant donné.



On observe des signes évidents de "broutage" sur la tige des plantes *Crinum erubescens* que les lamentsins consomment © Association Kwata.

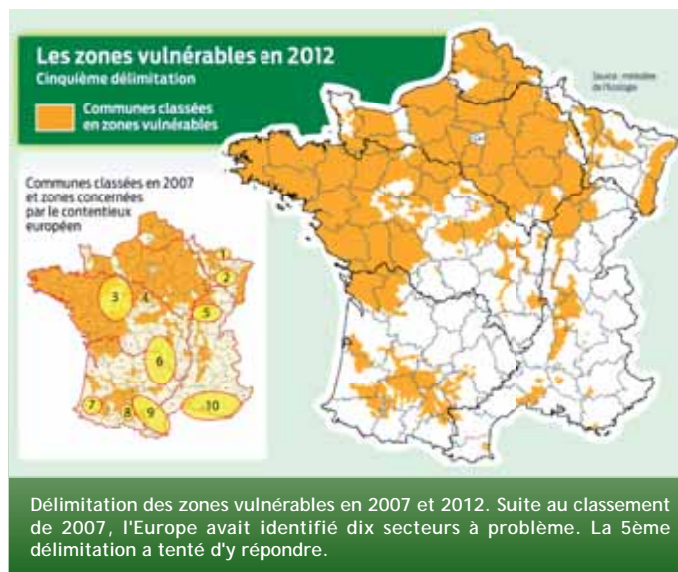


# LA RÉVISION DES NITRATES : ENTRE PRESSION COMMUNAUTAIRE ET PRESSION AGRICOLE...

La directive « Nitrates » (1) vise à protéger les milieux aquatiques des pollutions générées par les nitrates d'origine agricole. Une surveillance des eaux superficielles et souterraines est effectuée lors d'une campagne, qui a lieu tous les quatre ans. Suite aux résultats de ces campagnes, des zones vulnérables sont désignées, et dans ces zones, des programmes d'actions sont mis en place.

La cinquième campagne de surveillance a eu lieu en 2011 et la révision des zones vulnérables s'est terminée en décembre 2012 par la signature de six arrêtés préfectoraux, un par bassin. Les 4<sup>èmes</sup> programmes d'actions, en vigueur depuis 2009, étaient départementaux, ils vont être remplacés par un programme national, lui-même complété par des programmes d'action régionaux.

Cette cinquième révision se déroule dans un climat tendu. Mi-juin, la France a été condamnée par l'Union européenne pour mauvaise application de la directive Nitrates, après de nombreuses mises en gardes successives auxquelles la France n'a pas su réagir efficacement. La France risque une amende et des astreintes journalières élevées si elle ne réagit pas dans les prochains mois.



## DANS LE COCHON TOUT EST BON

### ... même les nitrates !

C'est le nouveau slogan des communicants de l'agrobizness, relayé comme un seul homme par leurs chiens de garde des syndicats agricoles. Selon eux, grâce aux nitrates nous vivons mieux et plus longtemps sans le savoir. Cela fait 50 ans que l'on vit dans l'erreur ! Vous ne le savez pas, mais les nitrates sont une fontaine de jouvence cardiovasculaire et améliorent nos performances physiques... Cerise sur le gâteau ils vont peut-être bientôt remplacer le Viagra®. Le risque de cancer ? Mais c'est un mythe ! Remercions les effluents d'élevages et les engrais chimiques azotés de se perdre dans les eaux de surface et les nappes phréatiques pour les enrichir en nitrates. Voici la propagande qui va être assénée. Mais la réalité des chiffres est sans appel : 45% de l'azote entrant dans les exploitations est perdu, ce qui représente 1,8 million de tonnes d'azote (N) perdu chaque année. De ces 1,8 millions de tonnes, 1,2 se dirige dans l'eau, sous la forme de nitrate, tandis que 0,5 million se répand dans l'air, sous forme d'ammoniac (2). Après la double condamnation de l'Etat Français par le Tribunal administratif de Nantes et le risque de condamnation de la France par l'Union Européenne, les industriels des nitrates contre-attaquent vigoureusement avec leurs média. Parmi ceux-ci, citons la «France agricole» publication partisane largement diffusée au sein de «la profession», et l'Institut Scientifique et Technique de l'Environnement et de la Santé, officine de désinformation s'il en est.

Ces officines ont exhumé un article de revue sur le métabolisme des composés nitrés publiée en 2004 dans le journal scientifique anglais *Nature Microbiology*. Elles ont extrait le message qui leur convenait, l'ont simplifié, en ont fait une position des institutions d'origine des auteurs, le tout soit disant étayé par l'OMS (3) et le tour est joué ! Il ne reste plus qu'à compter sur la crédulité et l'esprit de corps...

Revenons aux faits. Cet article analyse les effets biologiques possibles des composés nitrés issus de l'activité bactérienne du tube digestif, passant en revue leurs bénéfices et inconvénients potentiels. Les auteurs font état d'un possible effet vasodilatateur des nitrates

par le biais de l'oxyde nitrique ainsi généré. Il pourrait provoquer une baisse de la pression artérielle et augmenter la perfusion sanguine des muscles. Il faut savoir qu'il n'y a rien de vraiment nouveau dans cet article et que l'effet vasodilatateur des dérivés nitrés est connu depuis le 19<sup>ème</sup> siècle avec le traitement de l'angine de poitrine par la trinitrine !

Chacun sait que dans le domaine de la santé, rien n'est noir ou blanc. Il est en effet possible que de petites doses de nitrates alimentaires influencent à la marge le système cardiovasculaire via l'oxyde nitrique produit par des bactéries du système digestif. Il est par contre avéré que les nitrites dérivant directement des nitrates via les mêmes bactéries diminuent le transport d'oxygène par l'hémoglobine en la transformant en méthémoglobine. Cet effet «asphyxiant» des nitrates est particulièrement préoccupant chez le nourrisson car pouvant être mortel. Il est aussi très probablement délétère chez l'enfant plus âgé et chez l'adulte mais les études manquent pour l'objectiver. On ne trouve que ce que l'on cherche... D'autre part, si les nitrates ne semblent pas augmenter le risque de cancer de l'estomac, ils semblent en revanche augmenter le risque de cancer du colon, (*Epidemiology*, 2001, 12: 327-338), du rein (*British Journal of Cancer*, 2013, 108: 205-212) et de la thyroïde (*International Journal of Cancer*, 2013, 132: 897-904), probablement en favorisant l'inflammation chronique de ces organes. En effet, l'oxyde nitrique n'est pas qu'un vasodilatateur, il joue un rôle important dans l'inflammation et la défense contre les infections.

D'autre part, l'asphyxie des cours et plans d'eau intérieurs ainsi que les marées d'algues vertes sur le littoral ne sont pas des phénomènes que l'on est en droit d'ignorer et de balayer d'un revers de main. Nous ne rappellerons jamais assez qu'il n'y a pas qu'une seule catégorie d'usagers de l'eau : les exploitants agricoles. Ils ont le devoir de ne pas dégrader cette précieuse ressource et de ne pas la détourner à leur seul profit en faisant fi des autres usagers qui eux, payent plus qu'ils ne reçoivent !

(1) n°91/676/CEE, de décembre 1991. (2)Présentation de Michel Trommèter au sous-groupe « fiscalité des ressources en eau », 22 mai 2013 (voir [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/trommèter\\_presentation\\_22\\_MAI\\_2013\\_V1.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/trommèter_presentation_22_MAI_2013_V1.pdf)). (3)Organisation Mondiale de la Santé.



Par **Hélène Udo**,  
Chargée de mission,  
France Nature Environnement

Dans le bassin Seine-Normandie, le préfet coordonnateur de bassin a arrêté le 20 décembre 2012 la délimitation des zones vulnérables, après avis du comité de bassin le 29 novembre 2012.

### DES CRITÈRES DE CLASSEMENT

Les règles de classement sont les mêmes que dans les autres bassins, à savoir que sont concernées :

- toutes les communes dont les eaux (superficielles et souterraines) ont des teneurs en nitrates ( $\text{NO}_3^-$ ) supérieures à 50 mg/l ;
- toutes les communes dont les eaux superficielles ont des teneurs comprises entre 40 et 50 mg/l et qui sont à la hausse ;

Considérant la convention OSPAR, les eaux superficielles sont classées si elles répondent aux deux critères suivant : une teneur supérieure à 18 mg/l et situées en amont de zones eutrophisées.

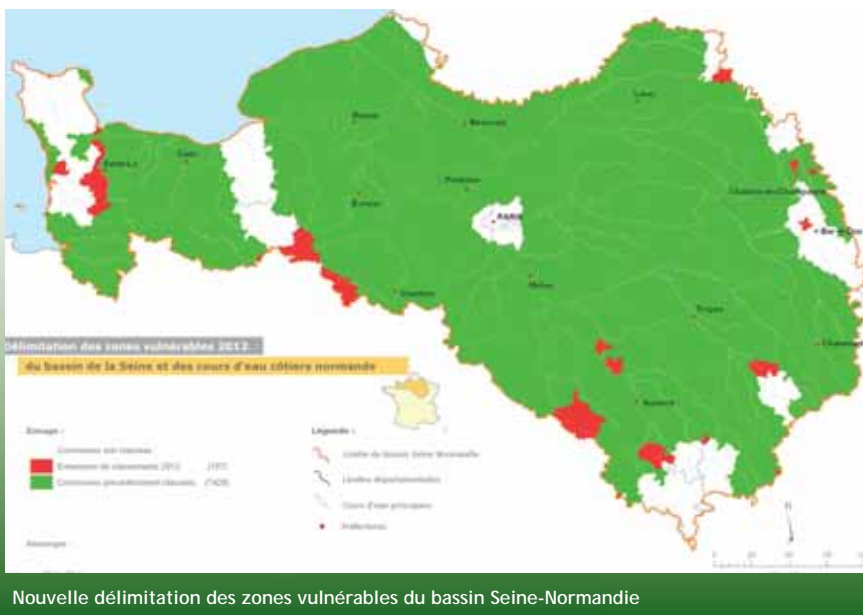
Mais la disposition n°40 du SDAGE Seine-Normandie va plus loin concernant les eaux souterraines. La mise en place d'un programme de reconquête est demandée dès lors que la concentration observée est supérieure à 37 mg/l.

Au regard de ces différents critères, plusieurs communes situées dans les régions Basse Normandie, Bourgogne et Lorraine étaient susceptibles d'être classées en zone vulnérable. Du fait du dépassement des teneurs en nitrates, 84 communes étaient proposées au classement, et 115 communes au titre de l'eutrophisation, soit un total de 199 communes.

### ANALYSE DES DONNÉES DU BASSIN SEINE-NORMANDIE

Les situations divergeaient de beaucoup selon les régions. Concernant les régions Ile-de-France, Picardie, Champagne Ardenne, Haute Normandie, Pays-de-Loire et Bretagne, aucune demande de classement en eaux superficielles n'a été faite. Par exemple, en Haute-Normandie, la dernière révision a conduit au classement de la quasi-totalité des deux départements, sur injonction du Ministère de l'Ecologie et de l'Europe. Il n'y avait donc pas d'ajouts à proposer.

En région Basse-Normandie, en zone non classée, aucun point de suivi du réseau des eaux superficielles ne dépasse les 40mg/l, aucune demande de classement n'a donc été effectuée. Pour les eaux souterraines, trois points dépassent les 37mg/l, et deux extensions sont proposées, sur les captages de la Vendelée et la Colombe.



En région Bourgogne, dans l'Yonne, trois masses d'eau sont proposées au classement (3210, 3307 et 3401). Deux points montrent des taux de nitrates particulièrement importants, le point Domecy (eaux souterraines) et le point Vault (eaux superficielles), qui dépassent 50mg/l. En Côte d'Or, une commune est proposée au classement à la demande du bassin Rhône-Méditerranée Corse.

En Lorraine, le bassin versant de la vallée de l'Ornain est proposé au classement. D'autres communes sont ajoutées, par souci de cohérence du territoire.

### UNE PHASE DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION

Le projet de délimitation, qui prévoyait une extension à 199 communes, a été soumis à consultation entre le 15 août et le 15 octobre 2012, auprès des conseils régionaux et généraux, des CODERST (1) ainsi que des chambres d'agriculture régionales et départementales. Sur les 104 avis attendus, 74 ont été envoyés, soit un taux de participation d'environ 70%. Tandis que l'ensemble des CODERST a rendu un avis favorable, la majorité des chambres d'agriculture a donné un avis défavorable. Une consultation du public a aussi eu lieu, via internet, mais elle n'a donné lieu à aucune remarque.

### LE VOTE DU COMITÉ DE BASSIN

Lors du Comité de Bassin réuni le 29 novembre, la commission professionnelle des chambres d'agriculture a rendu un avis défavorable, s'appuyant principalement sur le fait que le bassin Seine-Normandie n'est pas concerné par le contentieux européen sur la délimitation des zones vulnérables. Les associations de protection de l'environnement ont rappelé que le 4<sup>ème</sup> plan nitrates a produit des résultats loin d'être acceptables, ceci en raison notamment des mesures insuffisantes sur la limitation des fertilisations. Globalement, l'incohérence des aides de l'Agence est pointée du doigt : tandis que l'Agence aide les élevages sur l'ensemble du territoire, elle n'aide les grandes cultures que sur les aires d'alimentation de captage.

Le comité de bassin a rendu un avis favorable au classement, avec 68 pour, 47 contre et 4 absentions, en ajoutant toutefois une recommandation demandant « que les éleveurs situés dans les zones nouvellement classées vulnérables puissent être mieux soutenus par l'Agence de l'eau puisqu'ils devront investir pour la gestion de leurs effluents ».

Le préfet coordonnateur de bassin a arrêté le classement le 20 décembre 2012, confirmant le maintien du zonage arrêté en 2007, et une extension à 157 communes nouvellement classées, montant le total sur le bassin à 7586 communes.

### CONCLUSION

Si le bassin Seine-Normandie n'est pas concerné par le contentieux européen visant la délimitation des zones vulnérables, il l'est en revanche par celui sur l'insuffisance des programmes d'actions qui s'y appliquent. Et même si la délimitation a augmenté, le plus dur reste à faire : les mesures devraient être contraignantes pour être vraiment efficaces, et réellement respectées ! L'élaboration des programmes d'action régionaux devrait débuter dans chacune des régions du bassin Seine-Normandie à partir du second semestre 2013.

(1) Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

# RÉVISION DES ZONES VULNÉRABLES

## dans le bassin Loire-Bretagne

**Par Yves Le page,**

Président de FNE Pays de la Loire,  
Membre du CB Loire-Bretagne

La 5<sup>ème</sup> révision des zones vulnérables sur le bassin Loire-Bretagne s'est achevée par la publication de l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 21 décembre 2012. Cet arrêté faisait suite à l'avis favorable émis par le Comité de Bassin le 13 décembre 2012. Au total, 434 communes sont concernées par l'ajout au classement et 17 communes sont déclassées.

### UNE PHASE DE CONCERTATION À L'ÉCHELLE DU BASSIN

Une phase de concertation s'est déroulée en juin 2012. Les Préfets du bassin Loire-Bretagne ont réuni à cette occasion les organisations professionnelles agricoles, des représentants des usagers de l'eau, des communes et de leurs groupements, des personnes publiques ou privées qui concourent à la distribution de l'eau, des associations agréées de protection de l'environnement intervenant en matière d'eau, et des associations de consommateurs. La consultation des acteurs du bassin a exacerbé les désaccords. Certains sont liés à la géologie locale, d'autres résultent de la prise en compte de l'eutrophisation. Elle a aussi fait ressortir les peurs de voir l'élevage délaissé au profit des grandes cultures dans les zones nouvellement classées, ainsi que les différents liés aux demandes de classement, justifiées par l'augmentation de la pollution diffuse dans ces zones.

### UNE PHASE DE CONCERTATION LOCALE

Une phase de concertation locale a également eu lieu du 18 juin jusqu'au 13 juillet 2012. Les Préfets ont été invités à organiser la concertation dans chaque département, avec les mêmes catégories d'usagers que celles représentées au Comité de bassin. L'objectif était de prendre en compte les observations des parties prenantes et d'enrichir le projet avec leur connaissance du contexte local. Si la forme de la phase préparatoire paraît respectée, sa qualité laisse à désirer pour la concertation locale : les discussions bilatérales entre Préfets-DDT d'une part, les Chambres d'Agriculture et le syndicalisme agricole de l'autre, ont manifestement été privilégiées par rapport à des échanges de l'administration avec les associations de protection de l'environnement. L'approche économique et technique a davantage été écoutée à cet échelon que celle de restauration de la qualité des eaux, alors que c'est cette dernière qui est à l'origine du précontentieux introduit par l'Europe !

### UNE PHASE DE CONSULTATION

Entre le 26 juin et le 8 octobre 2012, un rapport a été soumis à consultation auprès des chambres régionales d'agriculture, conseils régionaux, chambres départementales d'agriculture, conseils généraux,

CODERST, CLE (1). De cette consultation, 130 avis ont été reçus, pour 184 attendus, soit un taux de participation d'environ 70%.

Sur une plus courte période, entre le 14 septembre et le 10 octobre 2012, le rapport a été soumis à la consultation du public sur internet. Cela a donné lieu à 38 réponses, dont 18 du monde agricole, 9 de particuliers, 5 d'associations de protection de l'environnement, 2 d'élus et 1 d'une fédération de pêche.

### DE VIVES DISCUSSIONS

Les communes en zone vulnérables doivent répondre à au moins un des trois critères retenus pour les valeurs considérées comme maximales d'un qualimètre (2) représentatif de leur masse d'eau et sur une durée longue : eau souterraines, eaux superficielles et eutrophisation marine.

La proposition de classement au titre des eaux souterraines a fait l'objet de nombreuses critiques de la représentation agricole, arguant de fractures, d'incidents résorbés ... pour obtenir des réductions des surfaces concernées. Les principales zones ajoutées sont dans l'Orne, la Sarthe, le Maine-et-Loire, l'Indre-et-Loire, tandis que, plus en amont, quelques pastilles apparaissent.

Pour les eaux superficielles, les propositions supplémentaires sont essentiellement en bordure du Loir, mais il y en a aussi dans la Sarthe, sur de affluents de la Loire en Maine-et-Loire et plus en amont.

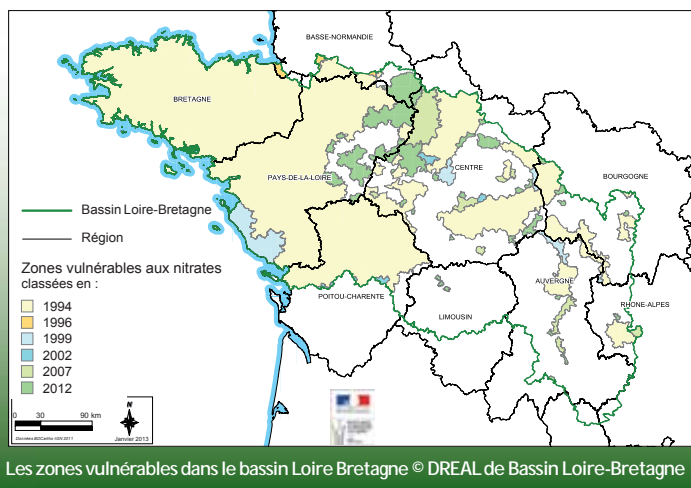
Quant à l'eutrophisation marine, afin qu'elle n'augmente pas en mer, le seuil de 11,5 mg/l de nitrates en aval de la Loire a été retenu. Ceci a conduit la DREAL de bassin à proposer une limite de 16 mg/l pour que les masses d'eau en amont soit considérées comme contribuant au dépassement de ce seuil. Les parties amont du Loir, de la Sarthe, l'aval du Thouet et, plus en amont, les bassins versants du Fouzon, de l'Arnon, de l'Yèvre ont été proposées à ce titre

### UN BILAN MITIGÉ

Au départ, plus de 800 communes étaient proposées au classement. Suite à de fortes pressions de la profession agricole, ce chiffre a été revu sérieusement à la baisse. L'arrêté final en retient 434, mais la DREAL de Bassin soulignait que ce compromis était fragile et que l'Europe risquait notamment de trouver le découpage trop fragmenté. En janvier 2013, FNE interpellait le préfet coordonnateur de bassin sur ces résultats peu encourageants, en pointant notamment du doigt le morcellement de la carte des zones vulnérables.

La position des associations de défense de l'environnement n'était pas facile. Un vote contre ce zonage, justifié par le peu d'avancée du dossier, la pollution diffuse continuant à dégrader les milieux aquatiques et marins et à affecter les captages AEP, aurait été synonyme d'alliance avec les agriculteurs et les industriels. Une abstention risquait fortement de conduire à une majorité contre le zonage. Enfin, un vote favorable permettait de soutenir les efforts, aboutissant certes à des résultats limités, mais il s'agit là d'une politique à petit pas ! Cette dernière décision a été retenue par les APNE, ainsi que par la majorité des élus, qui avaient aussi développé de nombreuses critiques, en particulier sur la charge imposée pour potabiliser l'eau.

L'étape suivante, qui se déroule actuellement dans les régions, est la définition des programmes d'actions, synonyme de rudes négociations.



(1) CODERST : Conseils Départementaux de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ; CLE : Commissions Locales de l'Eau. (2) Un qualimètre, ou station de mesure de la qualité de l'eau, est un point d'eau où l'on effectue des mesures ou des prélèvements en vue d'analyses physico-chimiques, bactériologiques..., pour déterminer la qualité de l'eau qui en est issue. Cela permet notamment de connaître le degré de pollution diffuse liée aux nitrates.



Par Jonathan Bourdeau Garrel,  
Chargé de mission à Nature Centre

Tandis que certaines régions n'ont pas entamé leurs réflexions sur les programmes d'actions régionaux, la région Centre est en avance : un premier projet du programme devrait être présenté le 24 juin, sous condition que le programme d'actions national soit arrêté d'ici là (1).

## L'ÉTAT DE LA RESSOURCE EN RÉGION CENTRE

Selon l'Insee (2), ce sont les eaux souterraines qui sont particulièrement sollicitées en région Centre. Ainsi en 2011, plus de 98% des volumes prélevés pour l'eau potable proviennent des eaux souterraines (3). Mais cette ressource est particulièrement fragile, tant en qualité qu'en quantité. Depuis une trentaine d'années, une baisse du niveau est observée, de manière épisodique pour la nappe libre de Beauce, ou persistante comme pour la nappe captive du Cénomanien. La pollution (nitrates, pesticides) a conduit à la fermeture de nombreux captages. En 2011, près de 1 100 captages assurent la fourniture d'eau à plus de 90% de la population régionale.

## LES GROUPES RÉGIONAUX

Le groupe de concertation a été ouvert par le Préfet de la région Centre le 19 avril 2013. Ce groupe régional de concertation accueille des représentants de l'Etat, des collectivités, des organismes professionnels agricoles, les associations et les personnes qualifiées. La fédération régionale Nature Centre et son réseau associatif ont été invités à y participer. Ce groupe est le lieu de débat sur les orientations et le contenu global du programme. Trois réunions se sont tenues. La première a servi à exposer le bilan du 4<sup>ème</sup> programme, la seconde à informer des résultats du groupe technique et la dernière pour valider un premier projet de plan régional.

Un second groupe coexiste, le groupe technique « agronomique », dont les membres vont apporter des compléments adaptés au contexte local. Ce groupe s'est réuni trois fois, le 3 et le 17 mai, et le 14 juin. Nature Centre a demandé à participer à ce second groupe, ce qui lui a été accordé. Mais les réunions se déroulent dans une ambiance souvent très tendue... En effet, la profession agricole, ou plus exactement la FRSEA (4), a jugé la présence de Nature Centre dérangeante, considérant l'APNE inapte à fournir des données techniques « agronomiques ». Les représentants de Nature Centre ont donc dû quitter la réunion ! Cette situation, anti-démocratique, révèle bien le manque d'assurance de la FRSEA.

## LE CONSTAT FAIT PAR NATURE CENTRE

Nature Centre ne constate malheureusement pas d'avancée significative dans les débats, monopolisés par la FRSEA, où chaque mesure proposée est négociée et revue à la baisse. L'objectif a été clairement fixé par la profession agricole : il sera difficile d'aller au-delà de ce que prévoit le plan d'actions national.

En région Centre, bien que le bilan de la 4<sup>ème</sup> campagne de surveillance révèle une tendance à la baisse de la teneur en nitrates pour certains points de surveillance, la situation n'en reste pas moins dégradée et alarmante :

- De nombreux points de contrôle restent à des teneurs comprises entre 40 et 50 mg/l voire plus,
- Des captages sont régulièrement fermés : sur les dix dernières années, 117 captages ont été abandonnés en raison d'une contamination

trop importante aux nitrates sur les 221 captages abandonnés en zone vulnérable (soit 53%). La majorité de ces captages est localisée en Eure-et-Loir et dans le Loiret,

- Les zones vulnérables sont étendues (142 communes supplémentaires classées, soit 61% du territoire régional ou encore 70% de la SAU (5)).

Sur ce bilan des deux décennies passées, Nature Centre ne croit plus à la volonté du monde agricole de réorienter ses pratiques culturelles pour réduire les fuites d'azote. Les travaux récents du groupe « fiscalité des ressources en eau », présidé par Michel Trommetter, indiquent qu'1,8 million de tonnes d'azote est perdu chaque année, principalement dans les eaux (1,2Mt d'azote, sous forme de nitrate) et dans l'air (0,5Mt d'azote, sous forme d'ammoniac) (6). Les derniers rapports du Commissariat Général au Développement Durable sur ce sujet indiquent que « les dépenses additionnelles des ménages générées par ces pollutions sont évaluées dans une fourchette comprise entre 1000 et 1500 millions d'euros, dont 640 à 1140 millions d'euros répercutés sur la facture d'eau. » (7)

C'est pourquoi les décisions unilatérales qui proviendraient du monde syndicaliste majoritaire agricole ne sont ni suffisantes ni satisfaisantes.

## UNE EXIGENCE DE RÉSULTATS

A partir de ce constat, Nature Centre souhaiterait davantage de visibilité afin d'avoir une représentation un peu plus détaillée de la situation de départ, avec notamment la fixation d'objectifs précis de résultats chiffrés. Nature Centre remet en cause la pertinence du niveau de non dépassement des 170kg/N/ha : ce chiffre est-il suffisant pour obtenir un résultat ? De plus, il est légitime de se demander si cette valeur est respectée, étant donné les résultats médiocres et l'extension des zones vulnérables. De même, quel est l'intérêt des mesures agroenvironnementales territorialisées sur la diminution des nitrates ? Pour l'instant ces dispositions ponctuelles n'ont pas donné lieu à des résultats visibles.

De même, Nature Centre pose le problème du lien entre l'irrigation, les zones de répartition des eaux et le classement en zone vulnérable. En effet, si 92 % de la surface irrigable en région Centre est située en zone vulnérable, l'irrigation n'induit-elle pas une pollution ? Ce volet doit être développé en tant que mesure complémentaire dans le plan d'actions régional.

Pour conclure, bien que l'inertie de réaction des milieux soit à prendre en compte naturellement dans ce type de débat, comment la situation peut-elle être réellement améliorée si les pratiques agricoles ne changent pas significativement ?

Il faut maintenant se diriger vers un objectif de résultats avec suivi et non seulement une politique de moyens, qui n'a, jusqu'à présent, pas fait ses preuves.

Nature Centre se refusera de partager le prochain plan d'actions régional si le modèle productiviste agricole actuel n'est pas suffisamment remis en question : maintenir un objectif de rendement est une chose, s'assurer un revenu correct en est une autre ! Nature Centre ne sera pas complice de choix peu crédibles, dans ce contexte de condamnation de la France par l'Europe !!

(1) Voir brèves en page 3. (2) Chrystel Scribe, Karine Péliouss (Insee Centre), Florence Naizot, Murielle Lethrosne (Dreal) - Les ménages de la Région Centre doivent poursuivre leurs efforts en faveur de l'environnement. (3) ARS Centre, 2011. (4) Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles. (5) Surface Agricole Utile. (6) [http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/CFE\\_14\\_03\\_2013\\_pollutions\\_eau\\_MTrommetter.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/CFE_14_03_2013_pollutions_eau_MTrommetter.pdf). (7) <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Couts-des-principales-pollutions.html>

# RÉVISION DES ZONES VULNÉRABLES

## en Adour-Garonne

Par Elisabeth ARNAULD,

SEPANSO 33,

Membre du CB et de la commission planification Adour-Garonne

Appui technique : Aurore CARLOT, FNE Midi Pyrénées

Vingt ans après l'entrée en vigueur de la directive européenne nitrate, la France ne s'y conforme toujours pas. Pour preuve, la Commission européenne a saisi la Cour de justice européenne le 27 février 2012, reprochant à Paris de n'avoir pas pris des mesures suffisamment efficaces et rapides contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (engrais agricoles et déjections animales).

Principaux griefs concernant les zones vulnérables : insuffisante désignation sur une dizaine de secteurs dont quatre concernent le bassin Adour Garonne (1), fractionnement excessif des zones et prise en compte insuffisante de l'eutrophisation. C'est donc sous pression communautaire que s'est ouverte la révision des zones vulnérables en Adour-Garonne en 2012, finalement orientée par la pression de la profession agricole.

## UN ZONAGE RÉDUIT PUIS ATTAQUÉ PAR LA PROFESSION AGRICOLE...

La première proposition officielle de zonage de la DREAL de bassin (réunion du 19 juin 2012- agriculteurs et forces de l'ordre devant la porte), établie sur la base de la campagne de mesure et des demandes de l'Europe, a été rabotée de 39% : 28% suite à la phase de concertation, 11% après la consultation des institutionnels. Le monde agricole a vécu cette délimitation comme un camouflet à ses efforts, oubliant un peu vite que le zonage précédent (2007) avait déjà été sous dimensionné sous l'effet de pressions. Depuis le début du processus de révision, la profession agricole, représentée surtout par les Chambres d'agriculture, critique la méthodologie établie au niveau national, doute de l'origine des contaminations constatées et alerte sur les conséquences négatives du zonage pour les petits élevages. Devant la colère des agriculteurs, largement relayée par la presse locale et soutenue par diverses collectivités, le protocole de délimitation a été complètement remanié par les services de l'état qui ont fait un travail d'analyse énorme, très fouillé, très détaillé et méritoire. Leur pari

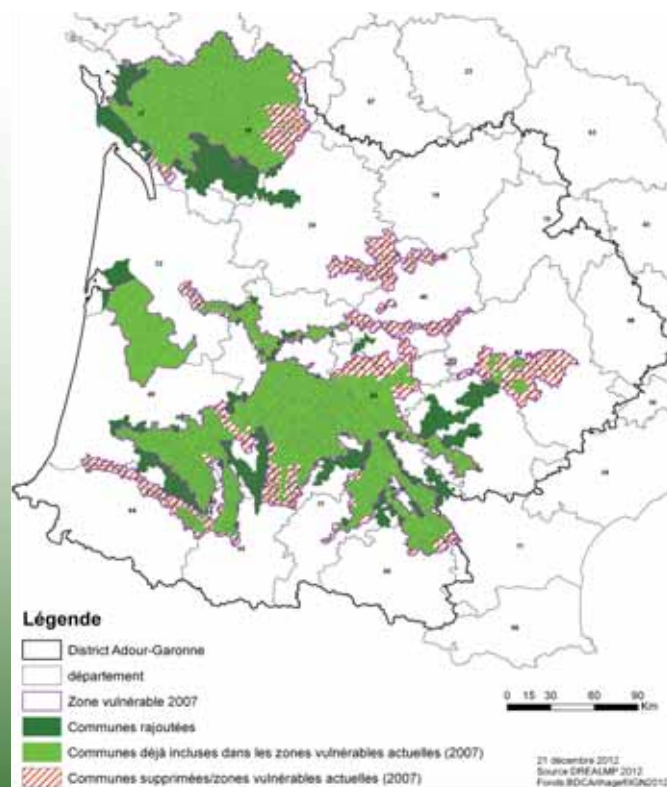
est que l'Europe accepte un zonage fin et bien argumenté, au lieu de l'enveloppe large souhaitée. Certains critères d'appréciation ont été assouplis et de nombreuses communes ont été retirées du périmètre parce que trop partiellement concernées. Pari non gagné d'avance. La copie sera peut-être à revoir ! Malgré cela et après les réductions de périmètre successives, la commission planification du Comité de Bassin (20 décembre 2012) a rejeté la proposition de zonage au terme de débats houleux (20 contre /19 pour) (2). Ceux-ci se sont focalisés sur les difficultés de la filière élevage ; il semblerait pourtant, selon les DRAFF, qu'il n'y ait pas de relation statistique entre zonage et disparition des petites exploitations. La crise de la filière ne relèverait-elle pas plutôt des différences de traitement entre éleveurs et céréaliers au travers de la PAC et des redevances (pas de redevance azote de synthèse) ? Et la DRAAF de conclure que sur le territoire de Midi-Pyrénées, sortir de la zone vulnérable dépend en grande partie de la bonne volonté des acteurs, du dynamisme et de leur motivation à faire évoluer leurs pratiques, et que d'autre part il manque un projet d'avenir pour la filière élevage. Le préfet coordonnateur de bassin a néanmoins arrêté le dernier zonage proposé par la DREAL le 31 décembre 2012.

Depuis, le syndicat majoritaire, au nom de la défense des agriculteurs et de l'agriculture française, a déposé un recours le 28 février 2013 au tribunal administratif de Toulouse, pour demander l'annulation de l'arrêté de délimitation des zones vulnérables du bassin Adour-Garonne.

## ... POUR UN RÉSULTAT QUI RISQUE FORT DE NE PAS SATISFAIRE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Cette nouvelle délimitation des zones vulnérables à la pollution par les nitrates agricoles apparaît « équilibrée » à l'État qui a fini par capituler : un effort de classement de 490 nouvelles communes, compensé par d'importants déclassements, qui représentent 467 communes. Le zonage 2012 ainsi proposé en Adour-Garonne présente une relative stabilité par rapport à 2007 : l'augmentation en surface n'est que de 2% et il y a 1% de plus en communes. A l'inverse, il y a 3% d'exploitations agricoles concernées en moins. Le constat de morcellement reste inchangé...

Ce découpage ne pénalise pas l'élevage puisqu'il permet une diminution de 15% du nombre d'élevages en zone classée, et il inscrit les zones céréalières en zone vulnérable, en cohérence avec leur contribution aux apports de nitrates. Cependant, ce nouveau classement répondra-t-il aux attentes de la Commission Européenne ? La ministre de l'Écologie compte sur cette « exemplaire » révision des zones vulnérables et l'élaboration en cours des nouveaux programmes d'actions pour éviter les sanctions financières qui pourraient faire suite à la condamnation de la France par le Cour de justice Européenne, le 13 juin dernier (la décision sur le volet « programmes d'actions » tombera d'ici la fin d'année) ... Selon la DREAL, l'amende serait de 60 millions d'euros minimum sur le volet « zone vulnérable », de quoi augmenter la facture déjà chargée du contribuable...



Délimitation de la zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Adour-Garonne - comparaison avec la délimitation du 4 octobre 2007 modifiée le 31 décembre 2008

(1) Voir carte p.8. (2) Le comité de bassin Adour-Garonne a donné pouvoir à sa commission planification pour rendre un avis dans le cadre de la procédure de révision de la zone vulnérable (cf. règlement intérieur du Comité de Bassin Adour-Garonne, 2008 - 2014).



le Préfet coordonnateur de Bassin plus exigeant que le comité de bassin !

Par Jean-Louis Wattez,  
Président de Lestrem nature  
Membre du CB Artois-Picardie

Sur le bassin Artois-Picardie, le préfet coordonnateur de bassin a arrêté la délimitation le 28 décembre 2012, faisant ainsi suite à l'avis émis par le Comité de Bassin le 7 décembre. Cette nouvelle délimitation fait suite à la 5<sup>ème</sup> révision. Pour rappel, en 2007, l'arrêté de la délimitation des zones vulnérables concernait toutes les communes du département du Nord, et du Pas de Calais, toutes les communes de l'Oise appartenant au bassin et plus de la moitié des communes de la Somme, soit un total de 2105 communes.

## L'ANALYSE DES DONNÉES DU BASSIN ARTOIS-PICARDIE

**EAUX SOUTERRAINES** : 95 % des captages pour la consommation humaine du bassin sont réalisés en eau souterraine. L'observation des moyennes depuis la première campagne de 1992 confirme la tendance à la hausse des teneurs en nitrates, caractérisée par une augmentation lente et générale.

**EAUX DE SURFACE** : Concernant les eaux de surface, le constat est à la variabilité : « L'analyse générale des données du bassin montre une variabilité forte des teneurs en nitrates dans les eaux de surface sans évolution manifeste ».

**EUTROPHISATION MARINE** : Le seuil d'eutrophisation des eaux côtières, au titre de la convention OSPAR pour réduire les flux d'azote, est fixé à 19mg/l en moyenne annuelle. L'excès d'azote fait que la bande côtière du bassin Artois-Picardie voit tous les ans, en avril-mai, la prolifération d'espèces à forte biomasse (*Phaeocystis sp*) ou d'espèces potentiellement toxiques (groupe des *Pseudonitzschia*). Ce développement algal est une des raisons de la non atteinte du bon état des eaux sur le littoral.

## LES PROPOSITIONS DE LA DREAL

Trois territoires ont donné lieu à débat lors du comité de bassin et les propositions de modifications ont été mises au vote.

**L'Authie** : Ce territoire était en partie en zone vulnérable. Les trois points de suivi en eau souterraine du secteur en zone vulnérable dépassent tous les seuils dont un avec plus de 70mg/l. Concernant le territoire en zone non vulnérable, avec six points de suivi, les seuils ne sont pas dépassés mais la tendance est nettement à la hausse. Quant à l'eau superficielle, l'unique point suivi montre un dépassement du

seuil d'eutrophisation. Le classement en zone vulnérable de l'ensemble du territoire de l'Authie était proposé au vote.

**Le Boulonnais** : Ce territoire était en zone vulnérable. Compte tenu des teneurs en nitrates inférieures aux seuils et de la baisse observée depuis 2001 pour l'eau souterraine, il était proposé de ne plus classer le territoire en zone vulnérable. Les APNE ont fait remarquer que le nombre de points de suivi est insuffisant (3 seulement) et que les calcaires karstiques sont très sensibles à la pollution.

**L'Avesnois (Helpe majeure et Helpe mineure)** : Les valeurs inférieures aux seuils des eaux superficielles dans les masses d'eau B2R24 (Helpe majeure) et B2R25 (Helpe mineure) permettent de proposer de déclasser ces deux masses d'eau. Cette proposition est surprenante sachant que 1) il n'y a pas de point de suivi pour la masse d'eau B2R24 (Helpe majeure), 2) le territoire belge au Nord est en zone vulnérable et 3) le territoire au Sud, dans le bassin Seine-Normandie, est lui aussi en zone vulnérable !!

## LES DÉCISIONS

Le vote en Comité de Bassin a eu lieu le 7 décembre 2012. Les débats ont été vifs et les représentants du monde agricole ont mis en avant les problèmes actuels de l'agriculture, les efforts déjà réalisés et les contraintes fortes représentées par la mise en zone vulnérable notamment dans des zones d'élevage avec le risque d'une disparition accrue des prairies. Concernant l'Authie, l'eutrophisation du littoral est causée à 90% par l'arrivée des effluents de la Seine, l'Authie ne participant qu'à 1,7% à l'eutrophisation du littoral.

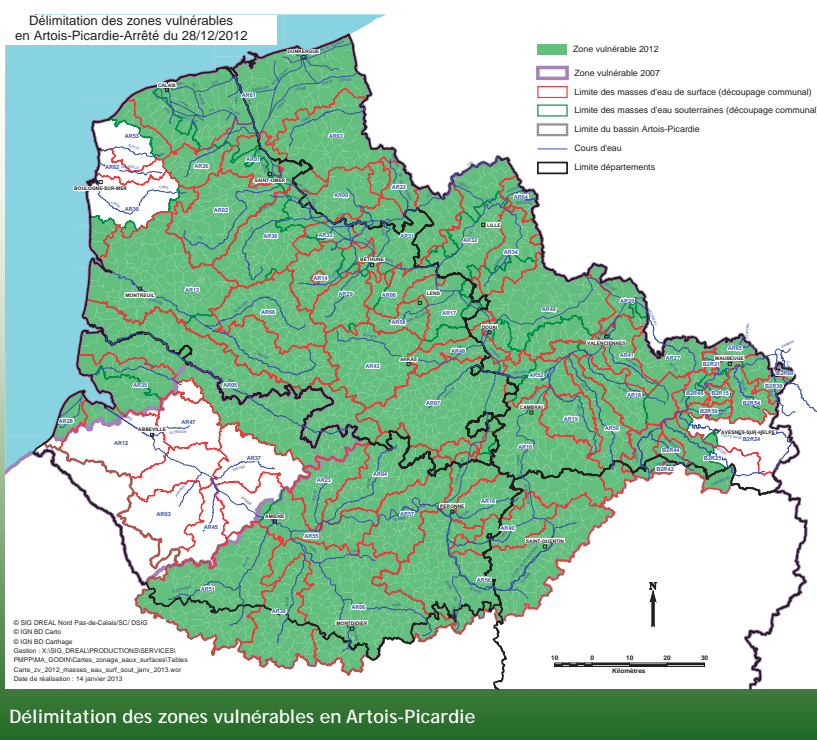
Il a été décidé de séparer le vote en deux : « Etes vous favorable au classement de l'Authie ? » et « Etes vous favorable au déclasserment de l'Avesnois et du Boulonnais ? ». Questions ambiguës ...

Les résultats ont été serrés pour l'Authie (29 contre, 16 pour, 3 blancs ou nuls) et l'Avesnois et le Boulonnais (34 pour, 21 contre, 3 blancs ou nuls). Le comité de bassin propose donc la mise en zone non vulnérable des territoires de l'Authie, du Boulonnais et de l'Avesnois.

Le préfet coordonnateur de bassin n'a pas suivi l'avis du comité de bassin pour le territoire de l'Authie : 85 communes du bassin Artois-Picardie ne sont plus classées en zones vulnérables (Boulonnais et une partie de l'Avesnois), mais 60 nouvelles communes (bassin de l'Authie) sont désormais classées. L'arrêté date du 28 décembre 2012.

Le classement des 60 communes de l'Authie a provoqué une réaction vive des responsables agricoles qui dénoncent « la dérive environmentaliste des contraintes, qui asphyxie et tue peu à peu la diversité de l'agriculture ». La FDSEA a déposé un recours au tribunal administratif de Lille et a demandé un moratoire de contrôle au préfet pour les agriculteurs concernés.

Face à l'augmentation lente mais générale des teneurs en nitrates dans le bassin Artois-Picardie, il est dangereux de baisser la garde d'autant que la demande des autorités européennes aux fins de garantir à l'ensemble de nos concitoyens une eau de qualité, a conduit la France à modifier en profondeur l'application de la Directive Nitrates.



# RÉVISION DES ZONES VULNÉRABLES

en Rhin-Meuse

**Par Jean WENCKER,**  
Vice-Président d'Alsace Nature,  
Membre du CB Rhin-Meuse

Le comité de bassin de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse s'est réuni le 30 novembre dernier, et a émis un avis favorable au nouveau zonage, avec quelques réserves. L'arrêté définissant la nouvelle délimitation des zones vulnérables du bassin a été pris par le préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 2012.

## LES CRITÈRES DE RÉVISION

Les critères de révision sont identiques aux autres bassins, à savoir un classement lorsque la concentration en nitrates est supérieure à 50 mg/l ou bien lorsqu'elle est supérieure à 40mg/l avec une tendance à la hausse. Concernant la protection des eaux marines, alors que la convention OSPAR fixe un taux plafond, par exemple 18 mg/l pour Seine-Normandie, aucun chiffre n'est fixé pour Rhin-Meuse.

## ETAT DES LIEUX DU BASSIN

**En Alsace.** L'analyse des données issues de la 5<sup>ème</sup> campagne de surveillance permet de confirmer que le zonage existant est sécuritaire, à l'exception de cinq communes du bassin versant du Rohrbach. Au regard des eaux souterraines il convient de rajouter quatre communes autour de Stundwiller dont le captage n'est pas conforme. La révision des zones vulnérables en Alsace prévoit donc le maintien du zonage existant avec ajout de 9 communes (Aschbach, Hoffen, Kleingoft, Knoersheim, Maennolsheim, Oberroedern, Stundwiller, Westhouse-Marmoutier et Wolschheim).

**En Champagne-Ardenne.** Tous les points analysés en eaux superficielles sont inférieurs à 25mg/l donc aucune délimitation supplémentaire n'a été proposée à ce titre. Par contre, en eaux souterraines plusieurs nouvelles communes apparaissent menacées (Saint-Marcel, Rémyilly-les-Potées, Haudrecy et Sury) et ont été rajoutées en zone vulnérable, ainsi que Belleville et Chatillon sur Bar, administrativement située en Rhin-Meuse mais désignée au titre d'un bassin versant appartenant à Seine-Normandie.

**En région Lorraine.** C'est en Lorraine que la commission avait identifié plusieurs zones qui auraient dû être classées à l'issue de la 4<sup>ème</sup> campagne de surveillance et ne l'avaient pas été, d'où un précontentieux pour insuffisance de désignation des zones vulnérables. Les points du réseau de surveillance eaux superficielles hors zone vulnérable n'ont enregistré aucune teneur au-dessus de 40mg/l donc il n'y a eu aucune nouvelle désignation au titre des eaux superficielles. Des ajouts ont été réalisés au titre des eaux souterraines pour répondre à la Commission (23 communes) (1), ainsi que trois retraits, justifiés par une très nette amélioration pouvant être considérée comme pérenne (Lemmecourt, Landaville, Beaufremont).

## SYNTHÈSE DES AVIS ÉMIS LORS DES CONSULTATIONS.

Les remarques émises lors de la consultation des parties prenantes, telles que prévues par l'article R211-77 du Code de l'Environnement ont été prises en compte au travers des choix effectués dans le cadrage du bassin Rhin-Meuse. Il n'y a pas eu de retrait de commune du zonage, sauf évolution positive manifeste et significative. Le cadrage a proposé de retenir les aires d'alimentation de captage pour juger de l'état des eaux souterraines mais pas uniquement les captages voués à la production d'eau potable, la directive « Nitrates » visant tous les aquifères.

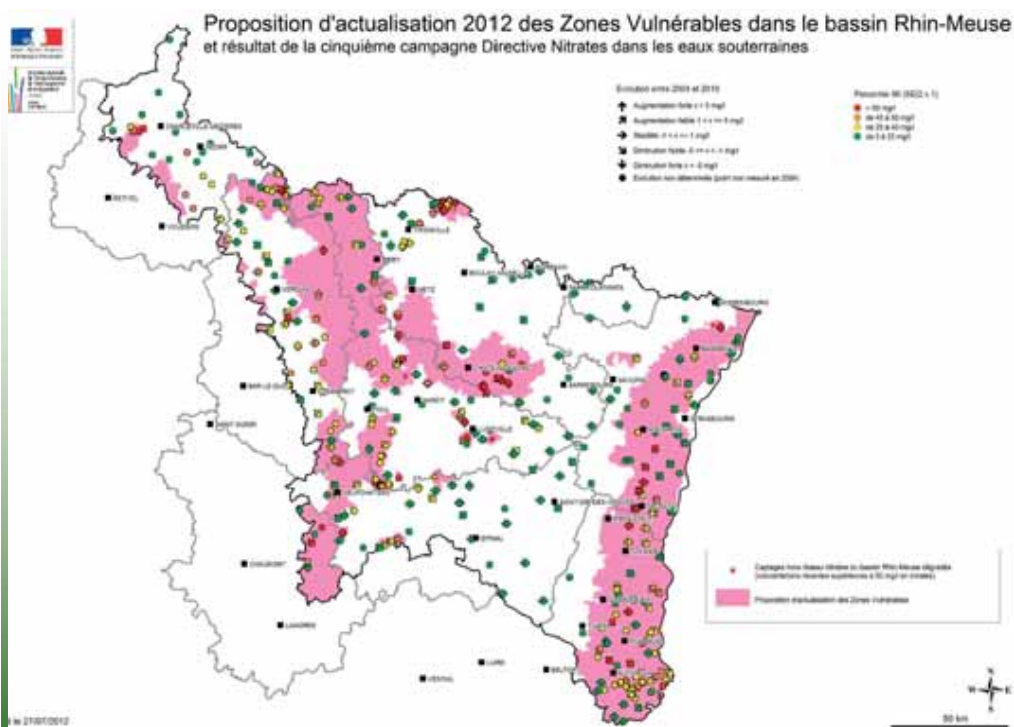
Les avis émis dans les trois régions ont conduit à 14 avis favorables, 5 avis avec remarques, 5 avis défavorables et 6 avis non transmis.

## L'AVIS DU COMITÉ DE BASSIN ET LA DÉCISION DU PRÉFET

Le Comité de bassin a donc rendu un avis favorable le 30 novembre 2012, en demandant toutefois au Préfet coordonnateur de bassin de « bien vouloir examiner attentivement les demandes demeurant en suspens de modification des zones vulnérables du bassin Rhin-Meuse, notamment dans les départements des Ardennes et du Bas-Rhin ». Le préfet a suivi l'avis du Comité de Bassin.

## CONCLUSION

Tout comme les arrêtés pris dans les autres bassins, celui du bassin Rhin-Meuse fait l'objet d'un recours, déposé en février par le monde agricole. D'autre part, la révision des communes classées en zones vulnérables n'étant que le premier pas, la définition des programmes d'action est maintenant en cours.



Proposition d'actualisation 2012 des zones vulnérables dans le bassin Rhin-Meuse.

(1) Génicourt-sur-Meuse, Rupt-en-Woevre, Corny-sur-Moselle, Loisy, Bezaumont, Ville-au-Val, Millery, Custines, Basse-Ham, Crévic, Deuxville, Maixe, Mont-sur-Meurthe, Réhainviller, Xermaménil, Laronxe, Saint-Clément, Chamagne, Charmes, They-sous-Vaudémont, Vaudémont, Médonville et Pleuvezein.



Par **Hélène Udo** (FNE), **Annelise Muller** (FNE PACA) et **Nicole Bernard** (présidente de FNE Vaucluse)

Le préfet coordonnateur de bassin a arrêté le nouveau périmètre des zones vulnérables du bassin le 18 décembre 2012. Le 30 novembre 2012, le bureau du Comité de Bassin avait rendu un avis favorable à la proposition de délimitation, sous réserve de l'organisation d'une réunion de concertation entre la DREAL Rhône-Alpes et le monde agricole concerné par trois communes du Vaucluse : Pernes les Fontaines, Monteux et Loriol du Comtat.

### UN CONTENTIEUX COMMUNAUTAIRE

Sur le bassin Rhône-Méditerranée Corse, trois secteurs sont concernés directement par le contentieux engagé par l'Europe envers la France. Ces points, sur lesquels les teneurs moyennes de la campagne 2004-2005 dépassaient déjà 40mg/l, n'étaient pas compris dans la délimitation des zones vulnérables. Il s'agit des secteurs (1) :

- Côté d'Or, Doubs et Haute-Saône (secteur n°5)
- Aude (secteur n°9)
- Var, Bouches-du-Rhône et Alpes de Haute Provence (secteur n°10)

### UNE PHASE DE CONSULTATION

Les résultats de la cinquième campagne de surveillance ont été présentés au bureau du Comité de Bassin le 29 mai 2012.

Les propositions de classement et déclassement de communes ont été soumises à consultation du 15 août au 15 octobre 2012, auprès des CODERST, des chambres d'agriculture, des CLE et des EPTB (2). Les retours sont majoritairement défavorables de la part des chambres d'agriculture départementales et régionales. A l'inverse, les CODERST et les conseils départementaux et généraux ont rendu très majoritairement des avis favorables.

Du 11 septembre au 22 octobre, et conformément à l'article L120-1 du Code de l'Environnement, le projet de délimitation a été soumis à la consultation du public sur internet. En Région Provence Alpes Côte d'Azur, les associations de protection de l'environnement ne se sont pas exprimées directement lors de la consultation sur internet, sans doute par défaut de publicité autour de cette consultation. Les représentants associatifs ont en revanche fait entendre leurs voix dans les instances telles que les CODERST, le Comité de bassin, les CLEs.

### ANALYSE DES DONNÉES

Certaines régions n'ont pas du tout été concernées par la révision des zones vulnérables : Champagne-Ardenne, Franche-Comté, et Midi-Pyrénées. Concernant la Champagne-Ardenne, la totalité des communes était déjà classée. La teneur en nitrates a tendance à y diminuer, signe encourageant mais pas suffisant pour opter pour un déclassement.

Les principales modifications sont proposées en région Bourgogne, en lien avec le secteur n°5 identifié par la Commission européenne. En effet, ce sont 174 communes qui sont proposées au classement, et une seule au déclassement. A noter qu'au sein de ce secteur n°5, le qualimètre du captage de Nuits Saint Georges présente douze données de 1999 à 2010, avec une valeur maximale est de 40,8mg/l, mais le percentile 90 (3) étant inférieur à 40mg/l, le captage n'a pas été proposé au classement.

En Languedoc-Roussillon, ce sont 58 communes qui ont été proposées au classement et 9 au déclassement. Suite à la consultation, cinq communes sont supprimées du projet de classement : ainsi dans l'Aude, la commune de Saint-Papoul n'est plus proposée car seulement 6% de la commune est inclus dans le bassin versant proposé au classement.

En région Provence Alpes Côte d'Azur, où la Commission Européenne avait identifié quelques secteurs présentant des nitrates, ce sont 8 communes supplémentaires qui ont été proposées. Huit communes étaient aussi proposées au déclassement. Deux communes proposées au classement ont été supprimées suite à la consultation.

En Rhône-Alpes, seulement 5 nouvelles communes ont été proposées au classement, et 28 au déclassement. La consultation a conduit au non classement d'une commune, Nantes en Ratier, dans l'Isère, car moins de 8% de la commune est concernée par l'aire d'alimentation du captage.

### ZOOM SUR LE VAUCLUSE

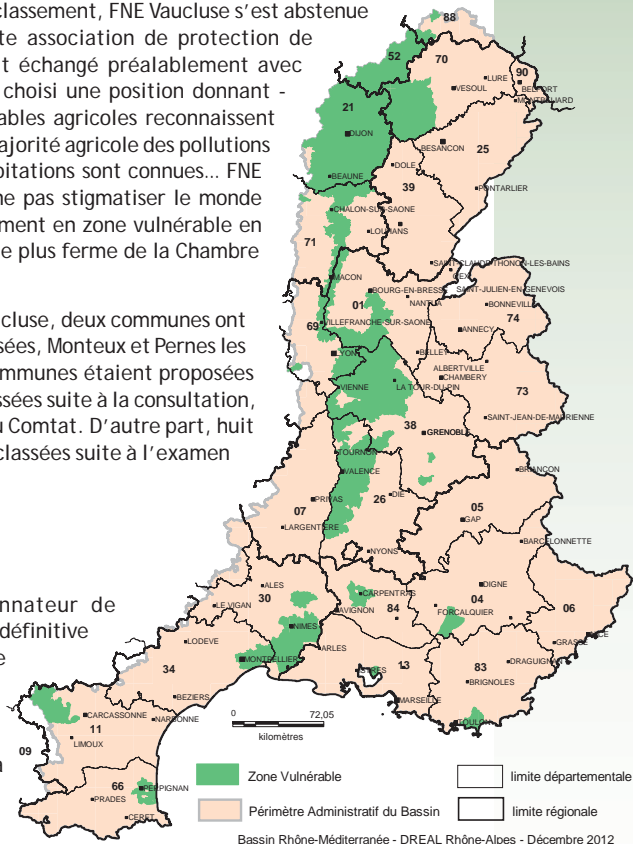
Le cas du Vaucluse est singulier car toutes les instances consultées, y compris la CLE du Calavon-Coulon et le Conseil Général, ont rendu un avis défavorable, motivé surtout par la proposition de classement de la commune de Caseneuve. Cette commune possède en effet un captage prioritaire, dont l'aire d'alimentation ne représente que 11,4 % du territoire de la commune : les acteurs locaux ont estimé cette surface insuffisante pour justifier le classement de toute la commune. Le représentant des agriculteurs, aujourd'hui président de la chambre d'agriculture du Vaucluse, insistait lors des discussions sur le fait que les nitrates en Vaucluse n'étaient pas d'origine agricole. La chambre départementale d'agriculture rendait donc un avis défavorable le 5 octobre 2012 sur le classement de Caseneuve, mais aussi des communes Loriol du Comtat, Monteux et Pernes les Fontaines ainsi qu'un avis défavorable au maintien en zone vulnérable de dix autres communes.

Le CODERST a rendu un avis défavorable également. Malgré sa position favorable au classement, FNE Vaucluse s'est abstenue lors de ce vote. Cette association de protection de l'environnement avait échangé préalablement avec le monde agricole et choisi une position donnant - donnant. Les responsables agricoles reconnaissent en effet l'origine en majorité agricole des pollutions azotées (4) : les exploitations sont connues... FNE Vaucluse a choisi de ne pas stigmatiser le monde agricole par un classement en zone vulnérable en échange d'une attitude plus ferme de la Chambre envers les fautifs.

Au final, dans le Vaucluse, deux communes ont été nouvellement classées, Monteux et Pernes les Fontaines, et deux communes étaient proposées mais n'ont pas été classées suite à la consultation, Caseneuve et Loriol du Comtat. D'autre part, huit communes ont été déclassées suite à l'examen des résultats.

### CONCLUSION

Le préfet coordonnateur de bassin a arrêté la liste définitive le 18 décembre 2012 ; le nombre de communes classées du bassin s'élève maintenant à 1341, alors que 1154 communes étaient classées en 2007. Il y a eu 238 nouvelles communes classées, 46 déclassées et 5 qui sont maintenues dans le classement mais dorénavant sous l'égide du bassin Rhin-Meuse. La FNSEA (5) a déposé un recours au tribunal, demandant l'annulation de l'arrêté. Concernant les programmes d'actions régionaux, celui de la région Provence Alpes Côte d'Azur est en cours d'élaboration.



(1) Voir carte en p.8 pour situer les secteurs. (2) CODERST : conseils départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ; CLE : commission locale de l'eau ; EPTB : établissement public territorial de bassin. (3) Le percentile 90 correspond à la valeur maximale non dépassée par 90 % des mesures effectuées. (4) Une autre source de pollution est également plausible : industrie de transformation, conserverie. (5) Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

Par Aurélia Leguët,

Chargée de mission du Réseau eau, France Nature Environnement

Le portail Eau France (<http://www.eaufrance.fr/>) est le point d'entrée du système d'information sur l'eau (SIE). Il a pour objectif de simplifier l'accès à l'information publique. Parmi tous les sites du portail (Ades, Hydro, ROE (1), etc), Gest'eau est spécialisé sur les outils de gestion intégrée de l'eau, à savoir les SDAGE, les SAGE et les contrats de milieu.

### CRÉATION D'UN SITE SUR LES OUTILS DE GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES



Figure 1 : Page d'accueil du site GEST'EAU (<http://gesteau.eaufrance.fr/>)

La Directive européenne Cadre sur l'Eau (DCE) a fixé l'objectif d'atteindre, d'ici à 2015, le bon état des masses d'eau. Pour chaque grand bassin hydrographique français, un Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a été mis en place. Ces documents planifient la politique de l'eau pour une période de six ans. Les SDAGE actuels courent sur la période 2010-2015. A une échelle plus locale de bassin versant, la gestion des eaux peut être assurée par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ainsi que par des contrats de milieu (rivière, lac, baie, nappe) mais l'ensemble du territoire n'est pas couvert par de tels documents de planification.

Créé en 2002, le site Gest'eau est géré par l'Office International de l'Eau (OIEau), sous la coordination du Ministère chargé de l'Ecologie (MEDDE) et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA). Il est alimenté par les animateurs de SAGE et de contrats de milieu ainsi que par les services et établissements de l'Etat.

### LES PRINCIPALES RUBRIQUES DU SITE

① Ce site permet à chacun de se familiariser avec les différents outils de gestion concertée et collective de l'eau grâce aux trois principales rubriques : SDAGE, SAGE et contrats de milieu. Chacune propose une définition de l'outil et une description des étapes de son élaboration (Qu'est-ce qu'un SDAGE/SAGE/contrat de milieu ?). Ensuite, un accès est possible vers les principaux textes réglementaires relatifs aux SDAGE, SAGE et contrats de milieu. Pour chaque SAGE ou contrat de milieu existant, une fiche récapitule ses caractéristiques, la structure porteuse, les actions réalisées ou programmées, l'état d'avancement... et donne accès aux documents produits dans

le cadre du SAGE ou du contrat de milieu. Ces rubriques proposent, enfin, de télécharger les données descriptives des SAGE et des contrats de milieu et d'accéder aux chiffres clés tels que le pourcentage de la surface régionale ou de bassin hydrographique couvert par des SAGE ou contrats de milieu. Concernant les SDAGE, des liens permettent d'accéder directement aux sites des Agences de l'eau (métropole) ou des Offices de l'eau (DOM).

② Sur la page d'accueil, un moteur de recherche offre la possibilité de trouver un outil existant sur un territoire et cela à plusieurs échelles (bassin, région, département ou commune).

③ Des cartes dynamiques sont aussi à votre disposition. Elles permettent, d'une part, de localiser l'ensemble des SAGE ou contrats de milieu et, d'autre part, de consulter les informations de la fiche descriptive de ces derniers. Cet outil cartographique interactif permet aussi de créer une carte personnalisée et de l'imprimer.

### LES RUBRIQUES ANNEXES

Le site Gest'eau propose d'autres informations à travers les rubriques « Actualités », « Documentation » et « Partage d'expériences ».

A La rubrique « Actualités », disposée sur la droite de la page, permet de suivre l'actualité des outils de gestion de l'eau mais propose également un agenda des événements tels que colloques, formations, journées techniques...

B Dans le menu déroulant de gauche, divers documents (guides méthodologiques, documents produits par les animateurs de SAGE et contrats de milieu...) et des fiches thématiques sont mis à disposition des visiteurs dans la rubrique « Documentation ». Dans « Partage d'expériences », les visiteurs du site peuvent également participer au forum et consulter les comptes rendus des réunions nationales ou de bassin qui rassemblent les animateurs.

C Enfin, le site propose de s'abonner à la lettre d'information qui regroupe des actualités, les derniers documents mis en ligne ou encore les mises à jour du site web.

### CONCLUSION

D'après le Code de l'Environnement (2), les arrêtés préfectoraux pris dans le cadre d'un SAGE doivent être mis en ligne sur Gest'eau. Le site est ainsi devenu la base de données nationale de référence dédiée aux SAGE et aux contrats de milieu. Destiné avant tout aux professionnels, son approche pédagogique rend le site Gest'eau accessible à un public non averti qui peut ainsi se tenir informé sur les documents de planification de la gestion de l'eau.

**BONNE VISITE !**

(1) Ades pour les eaux souterraines, Hydro pour l'hydrométrie et l'hydrologie, ROE qui est le référentiel des obstacles à l'écoulement. (2) Articles R212-28 et R212-29 du Code de l'Environnement.